



Faire progresser l'Agriculture Africaine 17 octobre 2007

2^{ème} Briefing de Bruxelles sur le Développement

Dans le cadre des débats sur les questions de développement ACP-UE à Bruxelles, le CTA, avec un ensemble de partenaires, a organisé le 17 octobre 2007 le deuxième « Briefing sur le développement à Bruxelles »

Plus de 100 experts se sont retrouvés pour échanger des points de vue sur la Communication de la CE récemment adoptée sur le thème «Faire progresser l'Agriculture africaine » (« Advancing African Agriculture » ou AAA).

Partenaires des Briefings:

- CTA
- Commission européenne
- Présidence de l'UE
- Groupe ACP
- Euforic
- Concord
- IPS Europe

A la recherche de politiques adaptées et de partenariats efficaces

Sir John Kaputin, Secrétaire Général du Secrétariat ACP, a introduit le Briefing en conceptualisant l'initiative et le rôle de l'agriculture dans les pays ACP. Rappelant l'importance de l'agriculture pour les pays ACP, Sir Kaputin a souligné qu'en Afrique 80% de la population vit encore dans des milieux ruraux et les revenus de base proviennent des productions de petite échelle. Ces communautés sont confrontées à de nouveaux défis, comme le changement climatique et des marchés libéralisés et compétitifs, qui affectent la productivité et la vie des populations rurales.



Partant de ce point, et soulignant que l'agriculture est sans aucun doute la voie pour sortir de la pauvreté dans

beaucoup de pays, Sir Kaputin a insisté sur le rôle des "politiques adaptées" à même de soutenir le développement de l'agriculture à un niveau local, national, et régional.

La Communication sur "Faire progresser l'agriculture africaine" va dans la bonne direction en ce sens qu'elle intègre ces éléments. Néanmoins, un calendrier d'action plus concret est nécessaire, où la division du travail entre les acteurs et entre les donateurs est une condition *sine qua non* pour une bonne réussite. Sir Kaputin a aussi souligné l'importance de partenariats bien définis qui impliquent tous les acteurs concernés afin de renforcer l'appropriation et l'engagement. La participation de la société civile africaine est essentielle.

Débattre de l'initiative « AAA »

Au nom de la CE, M. Lluís Riera, Directeur de la DG Développement, a focalisé son intervention sur trois

aspects: le fondement de la communication; ses messages clés; les mécanismes facilitant la mise en œuvre.

L'initiative "AAA" part du fait que l'Afrique ne peut atteindre les Objectifs du Millénaire (ODM) sans une croissance soutenue de l'agriculture. Il est vital de corriger le manque d'investissement dans le secteur agricole de ces dernières années de la part des coopérations au développement et le CAADP en est un instrument clé qui met l'agriculture en première ligne du développement.

LLuis Riera a souligné trois messages clé du « AAA ». D'abord il se propose d'aligner de manière très étroite l'appui de l'UE sur les politiques et programmes africains tels que développés dans le cadre du CAADP. Ensuite, le besoin de renforcement institutionnel des organisations impliquées dans le développement agricole, y compris les organisations de producteurs est indispensable. Enfin, il est nécessaire de renforcer la coordination entre les donateurs et assurer la division du travail et la complémentarité y compris au sein de l'UE.



U niveau de la mise en œuvre, M. Riera a souligné deux aspects majeurs. A un niveau politique, l'initiative peut devenir un instrument clé pour faciliter le dialogue et la réflexion, spécialement au travers du CAADP qui sera le fil conducteur de la mise en œuvre de la coopération UE-Afrique dans les deux prochaines années. En termes d'assistance financière, le 10^{ème} FED et le Programme Thématique Sécurité Alimentaire prévoient une augmentation de l'allocation de ressources en faveur de l'agriculture et du développement rural, également en termes d'appui à la recherche, de partage de l'information et de renforcement institutionnel

Enfin, M. Riera a rappelé aux participants que l'UE ne se compose pas seulement de la Commission et qu'il est à espérer que les Etats Membres donnent suite à l'AAA et augmentent l'aide à l'agriculture en Afrique, apportant des résultats concrets sur le terrain.

Défis institutionnels et opportunités

James Tefft (FAO) a souligné que la Communication AAA., le Rapport sur le Développement dans le monde et le CAADP, offrent une base analytique claire pour résoudre les difficultés auxquelles doit faire face l'agriculture africaine. L'Afrique subsaharienne connaît déjà un vaste ensemble de politiques de sécurité alimentaire et agricoles cohérentes, le problème n'est donc pas le contenu des politiques, mais leur mise en œuvre. La question institutionnelle et de celle l'innovation en Afrique subsaharienne représentent donc les défis majeurs. La

question clé est comment travailler de façon collaborative avec différents acteurs et sur diverses questions. Selon M. Tefft, le problème est le manque de monitoring et de diffusion d'expériences concrètes.

Présentant certains exemples de défis institutionnels, M. Tefft a souligné les liens – ou le manque de liens – entre aide d'urgence et développement, soulignant le besoin de mieux lier les réponses aux situations d'urgences avec des actions plus profondes en termes de développement. Il existe aussi d'importantes discussions institutionnelles au niveau régional. Une estimation des systèmes de prévention sur la sécurité alimentaire montre que certaines organisations régionales obtiennent des résultats meilleurs que d'autres, en termes de support méthodologique, d'analyses comparatives, à travers les pays. Les organisations régionales doivent identifier clairement les priorités de leurs Etats membres et mettre des mécanismes en place pour défendre leurs intérêts.

Vers un processus de consultation 'continu'

Gerhard Schmalbruch (Groupe de Sécurité Alimentaire européen de Concord) a présenté le point de vue des organisations de la société civile européenne. Selon M. Schmalbruch, la communication de la Commission est un pas en avant, qui apporte d'importants éléments à l'analyse des problèmes en Afrique et du rôle de l'agriculture pour lutter contre la pauvreté. Néanmoins, il existe encore des éléments spécifiques qui doivent être soulignés.

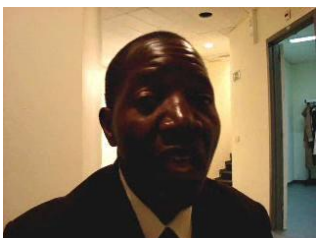
En premier lieu, une aide accrue en faveur des petits producteurs, qui représentent une partie importante du secteur informel, est nécessaire. En second lieu, alors que la Communication se focalise davantage sur les marchés internationaux, il est nécessaire de renforcer les marchés locaux et régionaux. Le rôle des femmes dans l'agriculture doit être reconnu davantage afin de mieux lier la Communication avec les autres politiques qui traitent par exemple de Sida/HIV et d'autres maladies mortelles. Mais plus que tout, inclure les parties prenantes dans le débat, dans les décisions et dans la mise en œuvre des différentes politiques constitue un facteur clé du succès. Ainsi, M. Schmalbruch a plaidé pour un processus de consultation plus systématique et inclusif, qui puisse aussi se baser sur le 'contenu de la politique', de façon à ce que les parties prenantes du développement rural participent aux différentes phases du processus.

Une réflexion poussée dans un cadre optimiste

L'agriculture africaine peut certainement avancer et il y a beaucoup de raisons pour être optimistes. Toutefois, alors que l'on peut comprendre facilement ce qui devrait être fait, chaque action et solution doit être adaptée aux différentes situations, régions et groupes sociaux.

Deux messages en particulier sont à retenir de l'intervention de Steve Wiggins de ODI. Les statistiques ne montrent pas nécessairement que l'agriculture africaine soit en crise: durant les 15 dernières années, 17 des 30 secteurs agricoles qui connaissent une hausse parmi les plus importantes proviennent d'Afrique. Cinq pays africains ont fait mieux que la Chine.

Les chiffres montrent aussi qu'il n'y a pas une seule voie à suivre pour tout le continent africain, chaque pays présentant des caractéristiques différentes. Une première différence se trouve dans les types de problèmes auxquels doit faire face l'agriculture africaine: marchés et politiques gouvernementales inefficaces; manque de technologie appropriée; absence d'une demande effective qui puisse stimuler la production. Une seconde différence est liée au niveau régional. Le degré d'accès aux marchés et le niveau



de ressources disponibles déterminera quelles politiques sont nécessaires dans chaque contexte spécifique. En troisième lieu, il est important de programmer différentes interventions pour différents groupes de producteurs.

Lorsque l'on tente de déterminer quelles interventions sont les plus appropriées, les groupes sociaux peuvent être approchés selon trois interventions diverses: la première, dite de "Stepping up", permettrait aux producteurs d'améliorer la production à travers une intensification de l'activité agricole, supportée par le développement des transports et des technologies; la seconde, "Stepping out", permettrait de renforcer les activités non-agricoles; et enfin, l'approche "Hanging in" pourrait favoriser des améliorations marginales avec un faible capital technologique principalement pour améliorer la nutrition. Des améliorations sont possibles mais de manière ciblée.

Pour une meilleure coopération et de nouveaux partenariats

Ides de Willebois (FIDA) a souligné que l'augmentation de productivité des petits producteurs demeure le défi principal à relever. Malgré le fait que la plupart des populations pauvres vivent dans des contextes ruraux, l'aide au développement en faveur de l'agriculture a radicalement diminué depuis les années 80. Ceci est en contradiction avec le fait qu'investir dans l'agriculture, spécialement en Afrique, est 2 à 3 fois plus efficace pour réduire la pauvreté que faire des investissements non agricoles.

M. de Willebois a convenu que l'agriculture connaît effectivement une phase de croissance en Afrique – malgré une série de contraintes comme le changement climatique, l'infertilité des sols, le manque d'infrastructures, le manque de mécanisation et des circuits de commercialisation défectueux. Cette croissance est le plus souvent liée à l'augmentation de l'usage de nouvelles terres plutôt qu'à un

usage plus productif des terres déjà exploitées. Pour faire face à ce défi, la coordination entre donateurs, y compris les nouveaux partenaires comme les fondations privées, et l'efficacité de l'aide sont essentielles.

Le processus CAADP

Angel Elias Daka (COMESA), a exposé le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), présentant ses quatre piliers, son rôle et l'état actuel de ses activités. Le CAADP part du principe que l'Afrique possède une énorme quantité de terres, la plupart desquelles sont de plus en plus dégradées et progressivement abandonnées. L'insécurité alimentaire est une conséquence de cette situation. Pour cette raison, l'objectif du CAADP est de réduire de moitié les personnes souffrant la faim par une hausse de la production agricole annuelle de 6% d'ici 2015. Cela sera possible que si les investissements dans l'agriculture atteindront environ 10% des budgets annuels nationaux.

Approfondir la Communication de la CE

Denis Kyetere (Forum pour la Recherche sur l'agriculture en Afrique - FARA) a souligné la cohérence entre la nouvelle initiative de la CE et les priorités stratégiques du FARA et des organisations sous-régionales partenaires.

M. Kyetere a particulièrement encouragé l'approche régionale et sous-régionale adoptée par la Communication de la CE et la façon dont tous les acteurs concernés sont impliqués. Il a mis en évidence le thème "Recherche, systèmes de connaissances et diffusion de l'information" comme un secteur sensible où un nouveau partenariat efficace peut être développé sur le terrain.

Aligner le CAADP et la Communication CE

Martin Bwalya (NEPAD) a insisté sur le rôle de l'agriculture dans le développement durable dans l'agenda international, plaidant pour une place plus influente, face à la réduction de la pauvreté et aux Objectifs du Millénaire. De son point de vue, ce qui est nouveau à ce stade en Afrique, est la volonté politique et l'engagement pour renforcer le rôle de l'agriculture, avec un réel changement de mentalité des décideurs politiques. Ces nouveaux éléments sont clairement mis en évidence dans le CAADP, qui se veut bien plus qu'un simple instrument de mobilisation de ressources mais aussi un instrument de partenariat, collaboration, réforme institutionnelle, internationalisation et aussi participation locale à tous les niveaux.

Toutefois, selon M. Bwalya, le moment est venu de se focaliser sur la mise en œuvre et la concrétisation du travail. M. Bwalya a porté son attention sur des thèmes comme la gouvernance et autres questions institutionnelles, alignement et harmonisation entre les différents acteurs, et les mécanismes pour favoriser le dialogue et l'information. L'UE doit poursuivre leurs efforts pour faire progresser

l'agriculture africaine, en se focalisant en particulier sur l'augmentation de la productivité, le développement de capacités institutionnelles et l'appui à des politiques de réforme, au suivi et évaluation sur le terrain.

Mettre les producteurs au centre du débat

Philipp Kiriro (Fédération des producteurs d'Afrique de l'Est - EAFF) a salué avec enthousiasme l'initiative de la Commission européenne. Toutefois, il a rappelé que les producteurs doivent être mis au centre de la réalisation du programme de la Communication; faire progresser l'agriculture africaine doit en effet prévoir un partenariat réel entre les différents acteurs.

L'agriculture africaine est constituée principalement de petits producteurs et est l'activité principale de la plus grande partie de la population. Il est crucial que cette activité puisse fonctionner et générer "croissance, réduction de la pauvreté et autres bénéfiques." Toutefois, pour que cela se produise, l'agriculture africaine doit être transformée. Cette transformation, selon M. Kiriro, implique que les marchés locaux et régionaux soient ciblés, spécialement en accélérant l'intégration régionale et en créant des unions douanières régionales. Les normes de qualité aussi doivent être améliorées, "pour tous les consommateurs, pas seulement pour les exportations vers les marchés européens". Efficacité et compétitivité sont des aspects cruciaux. Il doit y avoir une 'compétition équitable', et cela demande des mesures de protection et d'investissements qui puissent permettre à l'agriculture de se développer et d'être compétitive dans différents marchés.

Culture de l'apprentissage et partage de l'innovation

Appréciant le nouvel intérêt porté à l'agriculture, Mohamed Béavogui (FIDA) a centré sa présentation sur la question de l'efficacité du développement. Son but était de "voir ce qui peut être fait de façon différente, afin de donner une contribution significative au processus d'avancement de l'agriculture en Afrique." Malgré les contraintes décrites, le contexte de l'Afrique de l'Ouest présente différentes opportunités, spécialement en termes de démocratisation et décentralisation, intégration régionale et libéralisation du marché. Même s'il est lent, le processus avance et doit être encouragé. Dans ce cadre-ci, le support financier du FIDA pour l'agriculture en Afrique s'est caractérisé par une augmentation constante durant les dix dernières années, conjointement avec le développement d'un plan d'action structuré autour d'objectifs précis: soin dans la mise en œuvre, politiques d'appui institutionnel; partage des connaissances et



innovation. M. Béavogui a souligné le besoin d'accroître les opportunités d'échanges et de partage, de formations et d'enseignements réciproques, remarquant qu'une innovation importante prend place actuellement en Afrique. Un support plus important à la culture de l'apprentissage est donc crucial.

Privilégier l'approche participative

M. John Okidi (IFPRI) a présenté une vision critique de la Communication de la CE. Reconnaisant que l'initiative va dans la bonne direction, finançant une politique de développement de l'agriculture, de renforcements de capacité et de recherche, M. Okidi a demandé s'il existe réellement un groupe de producteurs prêt à répondre aux politiques environnementales proposées, et si l'initiative apportera des financements directs aux producteurs africains qui doivent déjà faire face à toute sorte de défis en plus du manque de ressources. "Quel progrès réels y-aura-t-il pour les producteurs?" M. Okidi a insisté afin qu'une approche participative soit suivie, qui tienne compte des réalités de production et des marchés toujours plus sophistiqués.

Réactions des participants

Ce deuxième Briefing a donné lieu à un débat animé au cours duquel les participants ont échangé des points de vues, interrogé les orateurs et offert une perspective générale sur ce qui doit être fait pour faire avancer l'agriculture africaine. Plusieurs producteurs ont assisté à la réunion, aussi bien comme panélistes que comme participants et de manière générale, ils ont bien accueilli la Communication de la CE sur Faire avancer l'Agriculture africaine même si certaines questions demeurent quant à sa mise en œuvre effective. Pour certains, l'élément manquant est que la Communication ne reconnaît pas qu'il est impossible de développer l'agriculture en Afrique sans tenir compte aussi du cadre global et de la nécessité d'intégrer les questions liées, souvent en conflit, comme la Politique Agricole Commune, les négociations sur les APE et les discussions au sein de l'OMC.

La question de la cohérence de l'aide est aussi un élément clé que suivent avec intérêt certaines ONG européennes de développement comme APRODEV. Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA, faisant référence à une intervention de Mariano Iossa d'ActionAid, a souligné que les producteurs ne doivent pas se limiter à réagir quand on les sollicite mais ils doivent prendre des initiatives et se mobiliser eux-mêmes. Pour M. Cissokho, l'UE, tout comme la Banque Mondiale, devraient évaluer leurs propres responsabilités dans la situation actuelle de l'agriculture en Afrique.

Prochain Briefing

Le **Briefing du 5 décembre** aura pour thème l'Aide au Commerce.

Pour en savoir plus :

Le site Web

<http://bruxellesbriefings.net/>

Le programme

<http://briefingsbruxelles.wordpress.com/briefings-precedents/4-juillet-2007>

Les entretiens vidéo

http://euforic.blip.tv/posts/?topic_name=brubriefings

Documentation

<http://briefingsbruxelles.wordpress.com/2007/07/03/documents-pout-la-premiere-reunion>

Archives des présentations et articles

<http://brusselsbriefings.pbwiki.com>